



**Ville de Marseille - Mairie de Marseille**

**DGAVTL-DS (51504)**

## **Cahier des Clauses Administratives Particulières**

**Fourniture et livraison de matériels et de  
mobilier spécifiques à destination des  
piscines municipales de la ville de Marseille -  
2 Lots - Relance**

**Numéro de la consultation : 2021\_51502\_0021**

**Procédure de passation : Appel d'offres ouvert**

**Date de notification :**

## Sommaire

<b>Article 1 - OBJET ET DUREE DU MARCHE.....</b>	<b>4</b>
1.1 Intitulé et Objet des prestations.....	4
1.2 Procédure.....	4
1.3 Décomposition en Lots, Tranches et postes.....	4
1.3.1 Décomposition en lots.....	4
1.3.2 Décomposition en tranches.....	5
1.3.3 Décomposition en postes.....	5
1.4 Modalités d'exécution des tranches optionnelles.....	5
1.5 Accord-cadre à bons de commande.....	5
1.6 Date d'effet du marché.....	5
1.7 Durée du marché - Période de validité.....	5
1.8 Clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.....	6
<b>Article 2 - RESPECT DE LA REGLEMENTATION ET DEVELOPPEMENT DURABLE.....</b>	<b>6</b>
<b>Article 3 - DOCUMENTS CONTRACTUELS.....</b>	<b>6</b>
<b>Article 4 - DELAIS DE LIVRAISON ET/OU D'EXECUTION.....</b>	<b>7</b>
4.1 Délais.....	7
4.2 Emission des bons de commande.....	7
<b>Article 5 - ENTREPRISES GROUPEES.....</b>	<b>7</b>
<b>Article 6 - CONDITIONS DE LIVRAISON ET D'EXECUTION.....</b>	<b>8</b>
6.1 Transport et Emballages.....	8
6.2 Lieux d'exécution ou de livraison.....	8
<b>Article 7 - CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION.....</b>	<b>8</b>
<b>Article 8 - OPERATIONS DE VERIFICATIONS - ADMISSION.....</b>	<b>8</b>
8.1 Vérifications.....	8
8.2 Admission.....	8
<b>Article 9 - GARANTIE CONTRACTUELLE.....</b>	<b>9</b>
9.1 Durée de garantie.....	9
9.2 Point de départ de la garantie.....	9
<b>Article 10 - MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX.....</b>	<b>9</b>

10.1	Nature du prix.....	9
10.2	Commandes sur catalogue hors BPU.....	10
10.3	Variations de prix.....	10
10.4	Disparition d'indice.....	11
<b>Article 11 - AVANCE.....</b>		<b>11</b>
11.1	Régime de l'avance.....	11
11.2	Dispositions complémentaires.....	12
<b>Article 12 - MODALITÉS DE REGLEMENT.....</b>		<b>12</b>
<b>Article 13 - PAIEMENT - ETABLISSEMENT DE LA FACTURE.....</b>		<b>12</b>
13.1	Délais de paiements.....	12
13.2	Intérêts moratoires.....	12
13.3	Modalités de paiement direct des sous-traitants.....	12
13.4	Présentation des demandes de paiement.....	12
13.5	Dématérialisation des factures.....	13
<b>Article 14 - PENALITES.....</b>		<b>14</b>
14.1	Pénalités de retard.....	14
14.2	Pénalités pour non respect des dispositions du Code du Travail.....	14
14.3	Autres pénalités.....	14
<b>Article 15 - MODIFICATION DU MARCHE.....</b>		<b>14</b>
<b>Article 16 - RESILIATION - EXECUTION DES PRESTATIONS AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE.....</b>		<b>15</b>
<b>Article 17 - CLAUSES DE GESTION DES DONNEES.....</b>		<b>15</b>
17.1	Les contraintes réglementaires.....	15
17.1.1	Le RGS.....	15
17.1.2	Le Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD).....	15
17.1.3	Le Code du Patrimoine.....	16
17.2	Les clauses générales de confidentialité.....	16
17.3	Les contrôles.....	16
17.4	Phase de réversibilité.....	17
<b>Article 18 - LOGICIEL E-ATTESTATIONS.....</b>		<b>17</b>
<b>Article 19 - LOI APPLICABLE.....</b>		<b>17</b>
<b>Article 20 - CONFORMITE AUX NORMES.....</b>		<b>17</b>
<b>Article 21 - ASSURANCES.....</b>		<b>18</b>
<b>Article 22 - DEROGATIONS AU CCAG.....</b>		<b>18</b>

## Article 1 - OBJET ET DUREE DU MARCHE

### 1.1 Intitulé et Objet des prestations

Intitulé de la consultation :

Fourniture et livraison de matériels et de mobiliers spécifiques à destination des piscines municipales de la ville de Marseille - 2 Lots - Relance

La présente consultation a pour objet : Fourniture et livraison de matériels pédagogiques et de mobiliers spécifiques à destination des piscines municipales de la ville de Marseille.

### 1.2 Procédure

La procédure de passation est la suivante :

APPEL D'OFFRES OUVERT - selon les articles suivants : articles R2124-2, R2161-2 à 5 du Code de la commande publique.

### 1.3 Décomposition en Lots, Tranches et postes

#### 1.3.1 Décomposition en lots

L'ensemble des prestations est réparti en plusieurs lots traités par marchés séparés et définis comme suit :

N°	Intitulés lots séparés
1	Fourniture et livraison de matériels ludiques et sportifs spécifiques aux piscines
2	Fourniture et livraison de mobiliers spécifiques pour piscines

### **1.3.2 Décomposition en tranches**

L'ensemble des prestations n'est pas subdivisé en tranches.

### **1.3.3 Décomposition en postes**

L'ensemble des prestations n'est pas subdivisé en postes.

## **1.4 Modalités d'exécution des tranches optionnelles**

---

L'ensemble des prestations n'est pas subdivisé en tranches.

## **1.5 Accord-cadre à bons de commande**

---

Le présent marché est un accord-cadre exécuté par l'émission de bons de commande, en application des articles R2162-1 à 6 et R2162-13 et 14 du Code de la commande publique.

Les bons de commandes seront émis dans les conditions et limites suivantes :

Les valeurs données ci-après sont données par période annuelle :

Pour le lot 1 :

- minimum : 20 000 € H.T/an
- maximum : 100 000 € H.T/an

Pour le lot 2 :

- minimum : 40 000 € H.T/an
- maximum : 120 000 € H.T/an

Les bons de commandes pourront être émis jusqu'au dernier jour de la période de validité du marché.

## **1.6 Date d'effet du marché**

---

Pour l'ensemble des lots, la date de début de la période de validité et d'exécution du marché est fixée au 21 décembre 2021 ou à compter de la date de notification du marché au titulaire si celle-ci est postérieure.

## **1.7 Durée du marché - Période de validité**

---

La durée du marché se définit comme suit :

Lot 1 : 1 an à compter de la date de notification.

Lot 2 : 1 an à compter de la date de notification.

Le marché est reconductible par période d'un an, dans la limite de 3 reconductions.  
La reconduction du marché se fera de manière tacite.

En cas de décision de non reconduction du marché, le représentant du pouvoir adjudicateur transmet sa décision au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception au plus tard 1 mois avant la fin de la durée de validité du marché.

Les bons de commande émis en fin de marché ne pourront voir leur exécution se prolonger de plus de 3 mois après la date d'expiration du marché.

Les bons de commandes pourront être émis jusqu'au dernier jour de la période de validité du marché.

## **1.8 Clause obligatoire d'insertion par l'activité économique**

Le marché ne prévoit pas la mise en place d'une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.

### **Article 2 - RESPECT DE LA REGLEMENTATION ET DEVELOPPEMENT DURABLE**

La Ville de Marseille est engagée dans une démarche de commande publique durable et solidaire.

Dans ce contexte, le titulaire s'engage à apporter des garanties environnementales et sociales pour chacun des lots, quant à sa démarche globale d'achat et de sélection de ses fournisseurs, distributeurs et fabricants en matière de respect des droits sociaux fondamentaux et d'éthique, en respectant les conditions de sécurité et des conditions de travail du personnel du titulaire, des importateurs, distributeurs, fabricants et en respectant les droits fondamentaux définis par les conventions internationales ratifiées par la France.

Le titulaire devra particulièrement être attentif en matière de référencement des produits. Il devra proposer de préférence des produits éco-conçus issus de ressources recyclées et/ou recyclables, des produits utilisant des énergies renouvelables et obligatoirement des produits conformes aux normes françaises et européennes homologuées, en respectant des procédés internes de contrôle de la qualité.

Le titulaire doit également prendre des mesures visant à la réduction des émissions de gaz à effet de serre, à la réduction de consommation d'électricité dans ses locaux et à la mise à disposition de son personnel de conditions de travail ne mettant pas en danger sa sécurité et sa santé.

Il doit être en mesure de justifier ses engagements en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie, sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

### **Article 3 - DOCUMENTS CONTRACTUELS**

Par dérogation à l'article 4.1 du C.C.A.G. FCS, les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

- L'Acte d'Engagement (AE) et ses annexes désignées ci-après :
  - Le Bordereau de prix unitaires
  - La Grille des remises par catégorie de produits
  - Le ou les catalogues ou barèmes prix publics objet du marché, que le titulaire pratique à l'égard de l'ensemble de sa clientèle
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.)
- Le document intitulé Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.)
- Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicable aux marchés publics de Fournitures courantes et de services approuvé par l'arrêté du 19 janvier 2009 publié au JORF du 19 mars 2009
- le Mémoire technique

## **Article 4 - DELAIS DE LIVRAISON ET/OU D'EXECUTION**

### **4.1 Délais**

Pour chacun des lots : Le titulaire dispose d'un délai de 35 jours ouvrés maximum à compter de la date de réception du bon de commande pour la livraison des fournitures. Néanmoins, dans le cas où le titulaire propose un délai inférieur aux termes de l'Acte d'engagement, celui-ci fait foi pour toute la durée du marché.

Lorsque le titulaire est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution, l'article 13.3 du CCAG FCS est applicable.

### **4.2 Emission des bons de commande**

Les commandes sont faites au fur et à mesure des besoins par le moyen de bons de commande délivrés par le service et qui comporteront :

- La référence au marché,
- La désignation de la fourniture commandée
- La quantité commandée,
- Le lieu de livraison,
- Le délai de livraison,
- Le montant total en Euro HT et TTC du bon de commande
- La date

La personne habilitée à signer les bons de commande est le Chef du service Piscines ou son représentant.

Les bons de commande seront notifiés par courrier, fax (télécopie) ou par mail (avec accusé de réception).

Lorsque le bon de commande est transmis au titulaire par courrier électronique, le titulaire est réputé l'avoir reçu, au plus tard, un jour ouvré suivant la date d'envoi.

Le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon de commande.

## **Article 5 - ENTREPRISES GROUPEES**

Le mandataire du groupement représente l'ensemble des entrepreneurs, vis-à-vis du représentant du pouvoir adjudicateur pour l'exécution du marché.

Il assure, sous sa responsabilité, la coordination de ces entrepreneurs.

Dans le cas d'entrepreneurs groupés conjoints, le mandataire est solidaire de chacun des membres du groupement dans les obligations contractuelles de celui-ci à l'égard de la personne publique jusqu'à la date à laquelle ces obligations prennent fin

Dans le cas d'entrepreneurs groupés solidaires, si le marché ne désigne pas l'entrepreneur mandataire, celui qui est énuméré le premier dans l'acte d'engagement est le mandataire des autres entrepreneurs.

## Article 6 - CONDITIONS DE LIVRAISON ET D'EXECUTION

### 6.1 Transport et Emballages

Les frais de transport sont à la charge du titulaire.

### 6.2 Lieux d'exécution ou de livraison

Le lieu de livraison est précisé dans chaque bon de commande.

La livraison sera accompagnée d'un bulletin de livraison établi par le titulaire en double exemplaire mentionnant :

- Le numéro du marché
- L'identification du titulaire
- La date de livraison
- Le service destinataire
- Le numéro et la date du bon de commande
- La désignation des articles et quantités livrées.

## Article 7 - CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION

Le C.C.T.P. du marché fixe les conditions particulières d'exécution.

## Article 8 - OPERATIONS DE VERIFICATIONS – ADMISSION

### 8.1 Vérifications

Les opérations de vérifications prévues ci-dessous sont effectuées dans les conditions prévues aux articles 22 à 24 du CCAG/FCS :

Vérification quantitative : Lors de la livraison, le réceptionnaire procède à des vérifications quantitatives entre la fourniture demandée et la fourniture effectivement livrée.

Vérification qualitative : Lors de la livraison, le réceptionnaire procède à des vérifications qualitatives et indiquera, s'il y a lieu, au titulaire tout défaut constaté par rapport à la fourniture demandée.

L'article 22.3 du CCAG/FCS n'est pas applicable.

### 8.2 Admission

Suite aux vérifications, les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet des fournitures sont prises dans les conditions prévues à l'article 25 du C.C.A.G./F.C.S par le responsable désigné par la personne publique. Les opérations de vérification et la notification de la décision du pouvoir adjudicateur doivent être effectuées sous un délai de quinze jours. Passé ce délai, la décision d'admission des fournitures est réputée acquise.

## **Article 9 - GARANTIE CONTRACTUELLE**

### **9.1 Durée de garantie**

Les fournitures font l'objet d'une garantie d'une durée de 1 an, conformément à l'article 28 du CCAG/FCS.

### **9.2 Point de départ de la garantie**

Conformément à l'article 28.1 du CCAG/FCS, le point de départ du délai de garantie est la date de notification de la décision d'admission.

## **Article 10 - MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX**

### **10.1 Nature du prix**

Prix unitaires :

Le marché est conclu aux prix unitaires figurant en annexe à l'acte d'engagement et dans le(s) catalogue(s) et/ou barèmes prix publics du titulaire.

### **OFFRES PROMOTIONNELLES**

Le titulaire pourra facturer les prestations ou les fournitures en fonction des offres promotionnelles momentanées appliquées à ses tarifs publics, à condition qu'elles soient plus avantageuses que les prix prévus au marché.

Il signalera au service gestionnaire de la Ville de Marseille, suffisamment tôt, par message mail ou télécopie ou document promotionnel, l'existence de ces tarifs et leur période d'application, afin que celui-ci puisse en tenir compte dans ses commandes, ses bons de commande et leur planification.

Le taux de la TVA à prendre en considération est celui en vigueur à la date du fait générateur, conformément à l'article 269 du CGI.

## 10.2 Commandes sur catalogue hors BPU

Pour les articles non prévus aux bordereaux des prix, il sera fait application des tarifs figurant au(x) catalogue(s) de produits et/ou barèmes de prix publics auxquels s'appliqueront les remises indiquées à l'annexe de l'acte d'engagement.

Les taux de remises sont fermes pour toute la durée du marché.

Le titulaire s'engage par ailleurs à remettre à la personne publique tout nouveau catalogue ou additif au catalogue édité et diffusé auprès du public dès sa sortie officielle au plus tard dans un délai de 15 jours à compter de sa date de diffusion.

Il s'engage au maintien de la qualité des produits et à l'approvisionnement régulier et conforme à son catalogue pendant toute la durée du marché. L'impossibilité pour le titulaire de fournir un article présenté dans le bordereau de prix l'oblige à remettre un produit de qualité équivalente voire supérieure, et ce, sans supplément de prix à la charge du pouvoir adjudicateur.

**Le montant cumulé des achats sur catalogue ne pourra dépasser 20 % du montant minimum annuel du marché.**

De plus, pour les produits pour lesquels les catalogues n'indiquent pas de prix de vente (produits sur mesure, notamment), le titulaire proposera une offre de prix, mentionnant le prix de vente public au moment de la demande et la remise telle qu'indiquée à l'annexe à l'Acte d'engagement.

## 10.3 Variations de prix

Les prix sont révisables selon les modalités fixées ci-après.

### **Pour les articles commandés sur la base du Bordereau de Prix Unitaires**

Révision des prix selon formule paramétrique :

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date limite de remise des offres ; ce mois est appelé "mois zéro".

Les prix du marché évoluent de la manière suivante en fonction de l'évolution des conditions économiques. Les prix sont révisables.

Pour déterminer les prix de règlement, il sera fait application de la formule de révision figurant ci-après.

Les prix sont révisés annuellement à chaque date anniversaire de la notification du marché, en application de la formule suivante :

$$P(n) = P(o) * [0.15 + 0.85 * (I(n)/I(0))]$$

Les paramètres figurant dans la formule ont la signification suivante :

P (n) : Prix après révision

P (0) : Prix à la date limite de remise des offres

I (n) : Valeur de l'indice des prix à la consommation, identifiant n°001763852 ([Insee.fr](http://insee.fr)) pris à chaque date anniversaire de la notification

I (0) : Même indice prix à la date limite de remise des offres

Les taux de remise **contractualisés au Bordereau des Prix Unitaires** restent invariables pour la durée totale du marché.

## **Pour les articles commandés sur la base du/des catalogue(s) ou barèmes prix publics**

### **Révision par ajustement sur tarifs publics :**

Les prix unitaires sont ajustables en fonction de l'évolution du tarif public initial du titulaire (en vigueur à la date limite de remise des offres), après application du taux de remise proposé dans l'offre.

Chaque nouveau tarif accepté par la Ville de Marseille sera considéré comme tarif contractuel de référence dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre. L'ajustement se fait à la baisse comme à la hausse.

Le titulaire est tenu de transmettre par tout moyen permettant de donner date certaine à la réception ses tarifs successifs à la Ville de Marseille au moins 15 jours avant la date effective d'entrée en vigueur.

Ces tarifs deviennent contractuels si la Ville de Marseille n'a pas fait d'observations dans le délai de 15 jours à compter de leur date de réception.

Si le titulaire propose, de façon exceptionnelle et ponctuelle, à l'ensemble de sa clientèle un produit à un prix inférieur à celui résultant de l'application des clauses contractuelles, la Ville devra pouvoir bénéficier de ces nouvelles conditions.

### **Clause de sauvegarde :**

La collectivité se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée du marché à la date du changement de tarif, lorsque ce changement conduit à une augmentation de plus de **5%** l'année sur le détail quantitatif estimatif reconstitué en application des tarifs réactualisés.

## **10.4 Disparition d'indice**

Sans objet.

## **Article 11 - AVANCE**

### **11.1 Régime de l'avance**

Sauf renoncement du titulaire porté à l'acte d'engagement, une avance sera versée au titulaire, dans les cas et selon les modalités prévues aux articles R2191-3 à 19 du Code de la commande publique et à l'acte d'engagement.

Elle est versée le cas échéant dans le délai de 30 jours à compter de la date de début du délai contractuel d'exécution du marché, du bon de commande ou de la tranche.

L'avance est remboursée dans les conditions prévues aux articles R2191-11, R2191-12 et R2191-29 du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire quand le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 65% du montant initial du présent marché et se termine lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80% du même montant selon un rythme calculé au prorata du pourcentage d'avancement.

## **11.2 Dispositions complémentaires**

Il n'est pas exigé la production d'une garantie à première demande ou d'une caution personnelle et solidaire pour le versement de l'avance.

## **Article 12 - MODALITÉS DE REGLEMENT**

Les dispositions des articles R2191-20 à 22 du Code de la commande publique relatives aux acomptes sont applicables.

Il n'est pas prévu de disposition complémentaire.

## **Article 13 - PAIEMENT – ETABLISSEMENT DE LA FACTURE**

### **13.1 Délais de paiements**

En application des articles R2192-10 à 15 du Code de la commande publique, le paiement sera effectué dans un délai de 30 jours courant à compter de la date de réception de la demande de paiement par les services de la personne publique contractante ou à compter de la date d'exécution des prestations lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la demande de paiement.

Le délai global de paiement pourra être suspendu dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

### **13.2 Intérêts moratoires**

Le défaut de paiement dans les délais prévus ci-dessus fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice des titulaires ou des sous-traitants payés directement. Il est fait application, pour toute la durée du marché, du taux des intérêts moratoires égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 Euros conformément à l'article D2192-35 du Code de la commande publique.

### **13.3 Modalités de paiement direct des sous-traitants**

Le présent marché étant un marché de fournitures (sans prestations de "services" clairement identifiées par des postes ou des lots) la sous-traitance n'est pas autorisée. Il n'y a pas lieu de prévoir les modalités de paiement direct des sous-traitants.

### **13.4 Présentation des demandes de paiement**

Les factures afférentes au marché sont établies en portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le nom / la raison sociale et l'adresse du créancier
- le numéro de SIRET
- Le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement
- Le numéro et la date du marché et de chaque avenant

- La date et le numéro du bon de commande
- La nature des prestations
- La quantité
- Le prix de base hors révision et hors taxes
- Le taux et le montant de la T.V.A.
- Le montant total de la facture en euro HT et TTC
- La date et le numéro de facture.
- Tout rabais remise ristourne ou escompte acquis et chiffrable lors de l'opération et directement applicable à cette opération

Les factures sont adressées à l'adresse suivante :

Ville de Marseille - Direction des Sports

SPiscines

9, rue Paul Brutus - Îlot Allar

13233 MARSEILLE CEDEX 20

Le paiement s'effectue suivant les règles de la comptabilité publique dans les conditions prévues aux articles 11 et 12 du C.C.A.G./F.C.S.

Pour les candidats européens sans établissement en France : en lieu et place du numéro de SIRET, indiquer le N° de TVA intracommunautaire

N° de TVA intracommunautaire de la Ville de Marseille : FR75211300553

### 13.5 Dématérialisation des factures

Le titulaire, ainsi que ses éventuels sous-traitants admis au paiement direct, transmettent leurs factures sous forme électronique, conformément aux dispositions des articles L2192-1 à L2192-7 et R2192-1 à R2192-3 du Code de la Commande Publique.

Les factures doivent être envoyées de façon dématérialisée et gratuite en utilisant le "portail public de facturation" sécurisé Chorus Pro à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Ce portail permet d'intégrer automatiquement les données nécessaires à la mise en paiement des factures et d'économiser les coûts d'édition et d'envoi postal des factures ainsi que de suivre par internet l'état d'avancement de leur traitement.

Toutes les informations utiles aux modalités d'utilisation du portail et de transmission des factures sont **disponibles directement sur le site**.

Pour accéder à la « structure »(au sens CHORUS PRO) Ville de Marseille adéquate, le titulaire sera informé du **numéro SIRET** devant être utilisé. A titre indicatif, le SIRET principal de la Ville de Marseille est le suivant : 211 300 553 00016.

De même, la Ville de Marseille a choisi de rendre obligatoire la **référence à l'engagement**. Le ou les numéros d'engagement seront communiqués au titulaire par le service gestionnaire du marché ou par le service acheteur.

**Sous peine d'irrecevabilité, les factures seront déposées dans CHORUS PRO en respectant l'obligation de renseignement exact des 2 numéros précités.**

## **Article 14 - PENALITES**

### **14.1 Pénalités de retard**

Par dérogation à l'article 14.1.1 du C.C.A.G., en cas de retard de livraison des fournitures, imputable au titulaire, par rapport au délai contractualisé à l'acte d'engagement, le titulaire pourra se voir appliquer une pénalité égale à 5 % du montant total du bon de commande par jour de retard.

Toutefois, le montant des pénalités de retard ne peut dépasser le montant total du bon de commande.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS, le titulaire est exonéré des pénalités dont le montant ne dépasse pas 1 000 euros HT pour l'ensemble du marché.

### **14.2 Pénalités pour non respect des dispositions du Code du Travail**

En application de l'article 93 de la loi n°2011-525 du 17/05/2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit, le titulaire qui ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du Code du Travail se verra infliger une pénalité d'un montant de 50 euros par jour de retard.

Le montant de cette pénalité sera au plus égal à 10% du montant du présent contrat et ne pourra excéder le montant des amendes encourues en application des articles L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5 du Code du Travail.

### **14.3 Autres pénalités**

En cas de non respect de l'adresse de livraison précisée au bon de commande, le titulaire pourra se voir appliquer, sans mise en demeure préalable, une pénalité d'un montant forfaitaire de 30 euros.

## **Article 15 - MODIFICATION DU MARCHÉ**

Conformément à l'article R2194-1 du Code de la commande publique, des modifications spécifiques pourront être apportées au marché en cours d'exécution.

A cet effet, le titulaire à la faculté, pendant la durée de validité du marché :

- d'apporter des modifications sur ses produits en vue de leur amélioration,
- d'introduire de nouveaux produits, tant qu'ils s'inscrivent dans le champ du marché. Il s'agit notamment de nouveaux produits devant remplacer d'autres produits figurant au BPU ou aux catalogues.

En cas de substitution d'un produit par un autre, les nouveaux produits, à performances au moins égales à celles des anciens seront livrés à un prix au plus égal.

Le titulaire est tenu d'informer le pouvoir adjudicateur au moins 15 jours à l'avance par tout moyen permettant de donner date certaine à la réception, de la nature et de l'importance des changements devant intervenir sur ses produits ou dans sa gamme de produits.

Cette information devra être accompagnée des données techniques liées à ces changements et des nouveaux prix.

Les nouveaux produits, comme définis ci-dessus, sont introduits dans le marché, sans qu'il soit nécessaire d'établir un avenant, si le pouvoir adjudicateur n'a pas fait d'observation dans un délai de 15 jours à compter de la réception de l'information correspondante du titulaire.

## **Article 16 - RESILIATION – EXECUTION DES PRESTATIONS AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE**

L'ensemble des dispositions du CCAG/FCS (chapitre 6) est applicable.

En cas d'inexécution par le titulaire d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir d'aucun retard, ou en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire, le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire (article 36 du CCAG FCS).

En cas d'inexactitude des renseignements prévus aux articles R2143-6 à 16 du Code de la commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du Code du travail, le marché sera résilié aux torts du cocontractant de la personne publique et exécuté à ses frais et risques.

## **Article 17 - CLAUSES DE GESTION DES DONNEES**

### **17.1 Les contraintes réglementaires**

#### **17.1.1 Le RGS**

Le décret RGS (*Référentiel Général de Sécurité*), pris en application de l'ordonnance n° 2005-1516 du 8 Décembre 2005, dite « ordonnance télé-services » et en vigueur depuis le 19 Mai 2013, s'impose à la totalité des systèmes d'information, et nous oblige à garantir la sécurité des échanges électroniques entre le citoyen et l'administration, entre deux administrations ou entre une administration et ses partenaires. Ces échanges électroniques sont également nommés télé-services.

#### **17.1.2 Le Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD)**

Sont applicables dans le cadre de ce marché les dispositions du Règlement 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (Règlement Général sur la Protection des Données).

Il est notamment nécessaire de confirmer le respect de l'article 44 du Règlement Général sur la Protection des Données qui précise que le transfert de données personnelles à l'extérieur de l'Union Européenne ne peut se faire qu'à certaines conditions contractuelles et en co-responsabilité du responsable de traitement et du titulaire du marché (sous-traitant au sens du RGPD)

L'ensemble des conditions sont définies dans l'annexe « Protection des données » de l'acte d'engagement, le cas échéant.

### 17.1.3 Le Code du Patrimoine

Les documents et données produits ou reçus par la Ville de Marseille constituent des archives publiques.

Or, la loi n°2015-195 promulguée le 20 février 2015 et modifiant l'article L.111-1 du Code du Patrimoine, qualifie les archives publiques de "**Trésors nationaux**" et ne peuvent donc sortir du territoire douanier qu'après autorisation du Service inter-ministériel des Archives de France (SIAF) et seulement dans certains cas précis.

## 17.2 Les clauses générales de confidentialité

Les supports informatiques physiques et documents fournis par la Ville de Marseille à la société prestataire restent la propriété de la Ville de Marseille.

Les données contenues dans ces supports et documents sont **strictement couvertes par le secret professionnel** (article 226-13 du Code pénal), il en va de même pour toutes les données dont la société prestataire prendra connaissance à l'occasion de l'exécution de ce marché.

La société prestataire s'engage donc à respecter les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations qui lui sont confiés, à l'exception de celles nécessaires à l'exécution de la prestation prévue dans ce marché, l'accord préalable du responsable du fichier est nécessaire ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées dans ce marché ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du marché ;
- prendre toutes mesures de sécurité, notamment matérielle, pour assurer la conservation et l'intégrité des documents et informations traités pendant la durée du marché ;
- échanger des informations personnelles, sensibles ou des authentifications/identifications uniquement de manière chiffrée ;
- en fin de marché à procéder à la mise à disposition de toutes les données appartenant à la Ville de Marseille ;
- et en fin de marché à procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies.

## 17.3 Les contrôles

La Ville de Marseille se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations réglementaires et techniques de sécurité par la société prestataire, notamment par la réalisation d'audits ponctuels.

En cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-5 et 226-17 du nouveau code pénal.

La Ville de Marseille pourra prononcer la résiliation du marché, sans indemnisation du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

#### **17.4 Phase de réversibilité**

Au terme du marché, le prestataire s'engage à faciliter la réversibilité selon les modalités choisies par la **Ville de Marseille** et à fournir toutes les informations et prestations utiles à sa mise en oeuvre.

La fourniture de toutes les **informations relatives à l'exécution du marché**, la **documentation** constituée durant la prestation, sous forme électronique mise à jour, ainsi que le **transfert de connaissance** sont inclus dans le présent marché.

Ce transfert se fera directement aux équipes de la Ville de Marseille.

### **Article 18 - LOGICIEL E-ATTESTATIONS**

La Ville de Marseille ayant souscrit un abonnement au logiciel de conformité fournisseurs "e-attestations", nous demandons aux titulaires de bien vouloir y déposer les documents exigibles au titre des articles R2143-7 à 10 du Code de la commande publique, et notamment :

- les attestations fiscales et sociales,
- l'inscription au RCS (K ou K Bis),
- la garantie décennale pour les marchés de travaux,
- la liste nominative des travailleurs étrangers
- l'attestation sur l'honneur relative à l'égalité réelle entre les femmes et les hommes

Cette démarche présente l'avantage de limiter les échanges administratifs lors de la notification et de l'exécution des marchés. Par ailleurs, le logiciel garantit la confidentialité des documents déposés.

L'interface e-attestations est une solution **gratuite** de dépôt et de mise à jour, l'adresse du site est la suivante : <http://www.e-attestations.com/>

### **Article 19 - LOI APPLICABLE**

En cas de litige, la loi française est la seule applicable. Les tribunaux administratifs français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français. Conformément aux articles R2197-1 à 24 du Code de la commande publique, il pourra être fait appel au médiateur des entreprises ou au comité consultatif de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics

### **Article 20 - CONFORMITE AUX NORMES**

Les fournitures seront conformes aux normes en vigueur, normes homologuées ou autres normes reconnues équivalentes, en vertu de l'article R2111-11 du Code de la commande publique.

Toute norme décrite dans le présent marché, dont l'usage n'est pas rendu obligatoire par une réglementation, est entendue comme comprenant la mention "ou équivalent" même si elle n'est pas expressément suivie de cette mention.

## **Article 21 - ASSURANCES**

Conformément à l'article 9 du CCAG FCS, le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Le titulaire doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

## **Article 22 - DEROGATIONS AU CCAG**

Les dérogations au CCAG sont présentées dans le tableau récapitulatif des dérogations ci après:

Article du présent CCAP	Article du CCAG auquel il est fait dérogation	Commentaire - objet de la dérogation
2	4.1	Documents contractuels
7.1	22.3	Vérifications
13.1	14.1.1 et 14.1.3	Pénalités